

LES FAITS MARQUANTS DE LA SECA-9/FMME: MERCREDI 8 FEVRIER 2006

Les délégués ont assisté à des concertations ministérielles sur l'énergie et l'environnement et sur le tourisme et l'environnement. Ils se sont également réunis dans la Grande Commission (GC) pour discuter de la gouvernance internationale en matière d'environnement (GIE), de la mise en application du Programme de travail du PNUE, du suivi du Sommet Mondial pour le Développement Durable (SMDD) et des résultats des réunions intergouvernementales, et un projet de décision concernant la gestion des produits chimiques. Le soir, les ministres se sont réunis en plénière pour débattre de la GIE et du résultat du Sommet Mondial de 2005, y compris de l'adhésion universelle du Conseil d'Administration (CA).

CONCERTATIONS MINISTERIELLES

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT: Les délégués ont examiné une gamme de sujets, dont ceux du transfert des technologies, du financement, de la création de capacités et des changements climatiques.

Au sujet du transfert des technologies, l'ISLANDE a fait l'éloge de la contribution du programme du PNUE pour le transfert des technologies géothermiques aux pays en développement, et le BHUTAN a fait état des contributions apportées par le PNUE au développement de l'énergie solaire. TUVALU a souligné la nécessité d'un accès plus important des petits Etats insulaires en développement à la technologie de l'énergie propre. L'ALLEMAGNE a mis l'accent sur le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) du Protocole de Kyoto, en tant que mécanisme de transfert des technologies.

Au sujet du financement et de l'investissement, en particulier dans les pays en développement, le délégué des PAYS-BAS a souligné le besoin de conditions de marché stables pour l'investissement. La CHAMBRE INTERNATIONALE DU COMMERCE (CIC) et les ETATS-UNIS ont plaidé pour la bonne gouvernance pour attirer l'investissement, la CIC soulignant l'importance de l'innovation dans les dispositions financières, et de la recherche et développement. L'INDONESIE a mis en relief l'importance du financement des petits projets. Le représentant des MALDIVES a déclaré qu'une conférence spéciale des Nations Unies devrait se tenir sur le développement de l'énergie et l'environnement. L'UE a déclaré que des partenariats innovants entre les secteurs public et privé pourraient résoudre les problèmes financiers. L'IRAN a déclaré que sa région jouera un rôle de chef de file dans la fourniture de l'énergie propre au monde, y compris celle nucléaire.

Plusieurs délégués ont mis l'accent sur la connexion entre l'énergie et les changements climatiques, et sur l'impératif d'un investissement dans les sources d'énergie renouvelables. La REPUBLIQUE TCHEQUE a souligné le besoin de s'assurer que les investissements du MDP soient utilisés pour des technologies écologiquement rationnelles. Les ONG ont déclaré que les questions énergétiques ont besoin d'un "foyer," et ont encouragé une volonté politique plus importante en faveur de la promotion de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique. L'AUTRICHE a mis en exergue les levées de fonds du MDP au profit des projets, comme modèles de mobilisation de fonds pour le traitement des défis posés à l'échelle du globe. La GUINEE BISSAU a appelé à des partenariats pour la protection des forêts tropicales qui font office de puits de dioxyde de carbone. L'ARABIE SAOUDITE a

déclaré que les combustibles fossiles resteraient une source d'énergie majeure dans les décennies à venir, et a proposé d'envoyer à la Commission du Développement Durable (CDD), un message sur la nécessité pour les technologies de rendre les combustibles plus propres. La HONGRIE a appelé à des études approfondies des conséquences de l'utilisation des différentes technologies énergétiques, y compris celles renouvelables. L'INDE a parlé de ses accomplissements probants dans le domaine de la réduction des rejets de ses systèmes de transport public. La CHINE décrit ses efforts dans le domaine de l'amélioration de l'efficacité énergétique, des sources d'énergie renouvelables et de la technologie de charbon propre.

L'AUTRICHE a suggéré que la CDD se concentre sur les dispositions d'évaluation et de suivi, sur les initiatives régionales et locales en matière d'énergie et sur l'intégration de toutes les parties prenantes pertinentes. L'IRAK a appelé à un soutien particulier pour les pays touchés par la guerre.

Le KOWEÏT a encouragé l'octroi d'un soutien international à la science et technologie pour la promotion de l'énergie propre. Le représentant des JEUNES a souligné le besoin de solutions énergétiques immédiates, d'une réduction de la dépendance des combustibles fossiles, et de la détermination de l'ensemble des facteurs environnementaux et sociaux. Le MALAWI a parlé des difficultés rencontrées par les pays en développement dans leurs efforts visant à passer à l'énergie hydraulique, solaire, éoliennes et autres technologies, et a proposé la création d'un fonds spécial consacré à leur promotion.

TOURISME ET ENVIRONNEMENT: Dans son discours thème, Deidre Shurland, de l'Alliance des Caraïbes pour le Tourisme Durable, a souligné que le tourisme durable exige des produits diversifiés, une planification et un contrôle efficaces et la diffusion des bonnes pratiques.

La FRANCE, appuyée par la FINLANDE, a signalé qu'elle entendait lancer, en coopération avec le PNUE, un groupe de travail sur le tourisme durable. Le PAKISTAN a déclaré que le récent séisme qui a frappé la région a touché le secteur du tourisme de manière grave, et a accueilli favorablement la coopération dans le développement de l'écotourisme. Le BRESIL a souligné la nécessité de stratégies bien ficelées pour la minimisation des effets négatifs.

Plusieurs participants ont mis en relief le rôle du tourisme dans l'allègement de la pauvreté, et ont souligné la nécessité de protéger l'environnement, des savoirs traditionnels et des communautés locales. D'autres ont mis l'accent sur les efforts fournis à l'échelle nationale pour la promotion du tourisme durable, et ont appelé à une assistance apte à les soutenir. L'UE a déclaré que la plupart des effets négatifs du tourisme étaient liés au transport. L'ITALIE a souligné le rôle du principe pollueurs payeurs et du principe de prévention dans le tourisme durable. Le NIGERIA a déclaré que les instruments économiques, y compris les taxes et les prix décernés, peuvent encourager le tourisme durable. La représentante des ETATS-UNIS a déclaré que son pays n'était pas en faveur de programmes de certification obligatoire. L'ISLANDE a déclaré que le tourisme pourrait améliorer l'appréciation de l'environnement par le public et, avec la ZAMBIE et l'INDE, a appelé à la participation des communautés locales. Le CHILI a souligné le rôle des études d'impact environnemental des projets de tourisme et des codes de conduites obligatoires destinés aux touristes. Le BHUTAN a souligné la nécessité de partager les revenus du tourisme avec les communautés locales. L'INDE a plaidé pour l'établissement d'un groupe de travail international sur la promotion de l'écotourisme.

ISRAËL a suggéré la mise en place d'un réseau d'observation des oiseaux, reliant 22 pays. L'EGYPTE et la THAÏLANDE ont souligné le besoin de partenariats, en particulier, avec les communautés locales. Le SALVADOR a encouragé une assistance des Nations Unies dans la fourniture des technologies et des bonnes pratiques. La PALESTINE a déclaré que sans la paix, il n'y a pas de tourisme.

GRANDE COMMISSION

PLAN STRATEGIQUE DE BALI: L'INDONESIE a présenté le rapport de la concertation de haut niveau sur la coopération Sud-Sud en matière d'environnement dans le cadre du Plan Stratégique de Bali (UNEP/GCSS.IX/INF/14), tenue à Jakarta en novembre 2005.

Le LESOTHO, avec la COLOMBIE et d'autres, a souligné la nécessité d'une mobilisation de ressources pour le Plan Stratégique de Bali. L'Ouganda, au nom du G-77/CHINE, a encouragé le Groupe sur la Gestion Environnementale (GGE) à traiter la question de la mise en application du Plan. La représentante a suggéré de reproduire les projets de lutte contre la pauvreté promus par les PNUE-PNUE, a appelé le PNUE à élaborer une stratégie pour la mobilisation des ressources et a signalé l'absence d'un mécanisme de financement consacré au Plan.

La COMMUNAUTE EUROPEENNE a proposé que le PNUE mette en application le Plan immédiatement à travers ses bureaux et en coopération avec d'autres agences. La NORVEGE a demandé au PNUE d'élaborer une stratégie de coopération avec le PNUE et de la présenter à la prochaine session et, avec le JAPON, l'Australie et les ETATS-UNIS, a encouragé une utilisation efficace des ressources disponibles. La CHINE a suggéré que le PNUE accorde une priorité à l'objectif consistant à fournir des ressources financières au Plan. La BELGIQUE s'est félicitée des progrès accomplis par l'Initiative Pauvreté et Environnement, des PNÜD-PNUE, et a appelé à une meilleure coordination entre les agences. Le PNÜD a présenté un rapport sur ses efforts de coopération avec le PNUE, la nécessité d'intégrer les considérations environnementales dans les stratégies de réduction de la pauvreté, et de travailler étroitement avec les pays, sur la base des priorités nationales.

MISE EN APPLICATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE ET DECISIONS PERTINENTES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION: Stratégie pour l'eau: Le PNUE a introduit son projet révisé de la stratégie pour l'eau (UNEP/GCSS.IX/4), précisant qu'il fournit un aperçu général et les lignes directrices à suivre par les futurs programmes de travail.

La TURQUIE a fait objection au libellé consacré aux eaux transfrontières et aux eaux partagées, et le BRESIL a fait objection à des termes tels que "transfrontières," qui, a-t-il dit, risquent de soulever des questions touchant à la souveraineté. Le Président Nobs a précisé que ce projet de texte sera réexaminé et qu'il ne sera adopté qu'à la prochaine session.

L'UE a souligné l'importance de la gestion intégrée des ressources en eau, de la création des capacités et de la coordination. Le PAKISTAN a déclaré que, "les grands barrages ont été pendant longtemps un sujet environnemental tabou, mais il est temps que cela change." La NORVEGE a déclaré que le PNUE devrait prendre le rôle de chef de file dans les questions d'assainissement. La représentante des ETATS-UNIS a appelé à une concentration sur les domaines où le PNUE dispose d'avantages relatifs, comme la création des capacités et la coopération Sud-Sud. Le VENEZUELA a fait part de ses réserves concernant les textes portant sur la privatisation de l'eau. Le représentant de la CONVENTION DE RAMSAR a souligné le rôle des écosystèmes des terres humides par rapport aux catastrophes naturelles et à la lutte contre la pauvreté.

Situations d'urgence écologique: Les délégués ont ensuite procédé à l'examen des travaux du PNUE sur les situations d'urgence écologique (UNEP/GCSS.IX/5). Ils ont également été informés par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (BCAH), des travaux concertés menés par le PNUE-BCAH. Le JAPON a attiré l'attention sur le Cadre d'Action de Hyogo. La SUISSE a souligné l'impératif d'éviter la duplication des travaux, et les ETATS-UNIS ont applaudi les travaux de PNUE sur la gestion des déchets après le tsunami de l'océan indien.

Stratégie des Jeunes: Le PNUE a informé les participants de son programme "Tunza" destiné aux jeunes (UNEP/GCSS.IX/5).

Evaluation, suivi et alerte précoce: Etat de l'environnement: Le PNUE a présenté un rapport sur le travail qu'il a accompli dans le traitement des défis environnementaux (UNEP/GCSS.IX/10) et a retracé les grandes lignes des conclusions tirées des récentes évaluations, y compris l'édition annuelle de l'Etat de l'Environnement de la Planète (GEO), l'Atlas "Une Planète, beaucoup d'êtres humains," et l'Evaluation des Ecosystèmes pour le

début du Millénaire. Plusieurs orateurs ont fait l'éloge de ces rapports. La représentante des ETATS-UNIS a encouragé la conduite de travaux consacrés à la détermination non seulement des problèmes mais également des solutions.

APPROCHE STRATEGIQUE DE LA GESTION INTERNATIONALE DES PRODUITS CHIMIQUES: Le Président Nobs a introduit le projet de décision concernant l'Approche Stratégique de la Gestion Internationale des Produits Chimiques (ASGIPC). Après de nombreuses interventions, un groupe de rédaction a été formé pour la finalisation du texte. Le groupe a achevé ses discussions dans l'après-midi, ajoutant un paragraphe préambulaire et trois paragraphes opératifs supplémentaires traitant des ressources extrabudgétaires volontaires, des contributions au Fonds Fiduciaire volontaires du Programme de Démarrage Rapide (PDR), et aux ressources destinées aux activités pertinentes du PNUE et au PDR (UNEP/GCSS.IX/CRP.1/Rev.1).

SUIVI DU SMDD ET DES RESULTATS DES REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES: L'UR a apporté son appui à la proposition de transformer le PNUE en Organisation des Nations Unies pour l'Environnement (ONU). Avec le JAPON, l'UE a encouragé la réussite de la quatrième reconstitution de fonds du FEM. Le G-77/CHINE a souligné l'importance du traitement des questions de consommation et de production à la CDD. La représentante des ETATS-UNIS a déclaré que le suivi des travaux du Sommet Mondial sur la cohérence des Nations Unies devraient se concentrer sur les institutions existantes. La SUISSE a exprimé son regret que le Sommet Mondial de 2005 ait enregistré "un pas en arrière" en subordonnant l'environnement et le développement durable dans l'objectif du développement, et a recommandé qu'une seule et même personne chapote les Conventions de Rotterdam, de Stockholm et de Bâle. La REPUBLIQUE DE COREE a donné un aperçu sur "l'Initiative de Séoul," qui vise au maintien de l'équilibre entre l'environnement et la croissance économique. Le JAPON a déclaré que les discussions sur la cohérence du système des Nations Unies dans les activités environnementales devraient se dérouler dans le cadre de la réforme de la gestion de l'ensemble du système des Nations Unies. Le délégué des PHILIPPINES a déclaré que la contribution du PNUE à la CDD devrait se concentrer davantage sur les préoccupations des pays en développement et que le PNUE devrait jouer un rôle dans l'adaptation aux changements climatiques. La NORVEGE a mis l'accent sur la capture et le stockage du carbone. Le NIGERIA a attiré l'attention sur 2006 Année des Déserts et de la Désertification. La FEDERATION DE RUSSIE a appelé à de plus grandes économies au sein du système des Nations Unies, à travers de la réduction de la fragmentation. Le représentant de la CONVENTION DE BARCELONE a annoncé la récente conclusion d'un accord sur la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable.

PLENIERE NOCTURNE

Mercredi, au cours de la session plénière nocturne, Adnan Z. Amin, Directeur Exécutif du Groupe du Secrétaire Général sur la Cohérence de l'Ensemble du Système des Nations Unies, a présenté un rapport sur les initiatives de réforme en cours, telles que le suivi du Sommet Mondial de 2005, en particulier, le Groupe du Secrétaire Général et le processus pertinent lancé par le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Dans une déclaration thème, la FRANCE a plaidé pour la transposition du PNUE en ONU. L'appel a été soutenu par l'UE, qui a également souligné la nécessité d'une adhésion universelle de CA, ainsi que par l'IRLANDE, la GRECE et l'ALLEMAGNE. Les BRESIL a fait objection à la fois à l'adhésion universelle et à l'ONU. Les ETATS-UNIS ont fait objection à l'ONU. Le CHILI a encouragé la poursuite du dialogue, et la SUEDE a appelé à une concentration accrue sur l'environnement dans l'ordre du jour des Nations Unies.

DANS LES COULOIRS

Les délégués ont dit s'attendre à des discussions intenses sur la gouvernance internationale en matière d'environnement ces prochains mois, compte tenu des plaidoiries passionnées pour le renforcement de la cohérence des activités environnementales à la GC et à la session plénière nocturne. Cependant, les aficionados de la GIE ont souligné que les voies et moyens de concrétiser cela sont encore non résolus, comme en témoignent les divergences bien ancrées des points de vue exprimés par les délégués sur les questions de l'adhésion universelle et de l'ONU.

COMPTE RENDU FINAL: Le numéro du *Earth Negotiations Bulletin* consacré au résumé et à l'analyse de la Conférence Internationale sur la Gestion des Produits Chimiques et de la neuvième Session Extraordinaire du Conseil d'Administration du PNUE/Forum Ministériel Mondial sur l'Environnement, sera disponible le lundi 13 février 2006, à <http://www.iisd.ca/unepegc/unepps9/>.